

Panorama de la Nouvelle-Calédonie

CARACTERISTIQUES STRUCTURELLES

Données de cadrage

Capitale	Nouméa
Superficie	18 575,5 km ²
Situation géographique	Pacifique Sud ; Australie à 1 500km, Nouvelle-Zélande à 1 800km
Langues parlées	Français + Langues vernaculaires (de 27 à 30) ¹
Monnaie	Franc pacifique - F CFP - (code ISO 4217 : XPF) - 1000 F CFP = 8,38 euros
Statut	Collectivité sui generis rattachée à la France
Rang mondial IDH	34
Représentation nationale	2 députés, 1 sénateur, 2 représentants au Conseil économique et social
Représentation de l'État en Nouvelle-Calédonie	Haut-commissaire de la République
Code Internet	.nc

(1) auxquelles s'ajoutent les langues des minorités ethniques

Intégration régionale et internationale

Communauté du Pacifique (CPS) ¹	Membre
Forum des îles du Pacifique	Membre associé
Conseil des Jeux du Pacifique (CJP)	Membre
Nombre de consulats ²	12
Pacific Islands Countries Trade Agreement (PICTA)	Non membre
Pacific Agreement on Closer Economic Relations (PACER)	Non membre
Union européenne	Régime d'association des « pays et territoires d'outre-mer »
Allocation territoriale du Xème FED	2,4 milliards de F CFP

(1) le secrétariat général siège à Nouméa

(2) Allemagne, Australie, Belgique, Grande-Bretagne, Indonésie, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, Suisse, Vanuatu.

Repères historiques : L'acquisition d'un statut particulier

La Nouvelle-Calédonie fut **découverte en 1774** par le capitaine James Cook.

En **1853**, sur ordre de Napoléon III, la France prend officiellement possession de la Nouvelle-Calédonie qui devient une colonie à part entière (séparée de Tahiti) en 1860. En **1946**, la Nouvelle-Calédonie devient **Territoire d'outre-mer**, statut qui fut confirmé à l'avènement de la Vème République. Entre 1976 et 1988, elle a connu cinq statuts différents qui furent sources d'insatisfaction et parfois de troubles graves.

Les **Accords de Matignon¹**, signés le **26 juin 1988**, prévoyaient la mise en place d'un statut transitoire de 10 ans devant aboutir à un référendum d'autodétermination appelant les Calédoniens à se prononcer pour ou contre l'indépendance. **L'Accord de Nouméa²**, signé le 5 mai 1998, poursuit dans la voie ouverte par les Accords de Matignon en instaurant une période de 20 ans qui verra le transfert progressif de certaines compétences de l'État à la Nouvelle-Calédonie et la mise en place de nouvelles institutions. A partir de 2014 et au plus tard en 2018, les citoyens admis au sein du corps électoral restreint, seront amenés à se prononcer sur le transfert à la Nouvelle-Calédonie des compétences régaliennes de l'État. Enfin, la loi organique n° 99-209³ du 19 mars 1999 complète l'organisation institutionnelle et politique de la Nouvelle-Calédonie, définie comme une collectivité sui generis d'Outre-mer spécifiquement régie par le titre XIII de la Constitution française (articles 76 et 77).

Organisation institutionnelle : Le partage des compétences

Les Institutions actuelles de Nouvelle-Calédonie sont les suivantes:

L'État est représenté par le Haut-commissaire de la République qui veille d'après la loi « à l'exercice régulier de leurs compétences par les institutions de la Nouvelle-Calédonie et des Provinces et à la légalité de leurs actes ». Il est chargé d'organiser les services relevant des pouvoirs régaliens de l'État.

Le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie est l'exécutif du territoire. Gouvernement collégial, les principales forces politiques représentées au Congrès y sont présentes et doivent s'entendre pour la gestion de la Nouvelle-Calédonie puisque les décisions ne peuvent être prises qu'à la majorité de ses membres. Il a un pouvoir exécutif et réglementaire puisqu'il « prépare et exécute les délibérations du Congrès et de sa Commission permanente »

Le Congrès est l'assemblée délibérante de la Nouvelle-Calédonie, composée de 54 membres. Il élit à la proportionnelle les membres du gouvernement.

Les Provinces, au nombre de trois (Sud, Nord et Îles Loyauté) ont une compétence qui s'exerce dans toutes les matières qui ne sont pas explicitement réservées à l'État, à la Nouvelle-Calédonie ou aux communes.

D'autres institutions ont également été créées conformément à la loi organique, tels le **Sénat coutumier** (composé de seize membres selon les usages reconnus par la coutume, à raison de deux représentants par aire coutumière de la Nouvelle-Calédonie), le **Conseil économique et social** ou le **Comité consultatif des mines** et le **Conseil des mines**.

¹ http://www.nouvelle-caledonie.gouv.fr/sections/le_departement/institutions/accord_de_matignon/downloadFile/file/Accords_de_Matignon.pdf?nocache=1148957754.69

² <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT00000555817&dateTexte=>

³ <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT00000393606>

DÉMOGRAPHIE

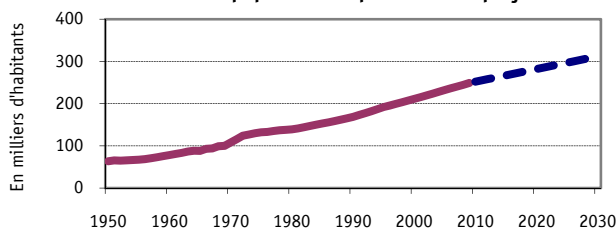
Une population jeune

Indicateurs démographiques

Population au 27 juillet 2009	245 580
Part des moins de 15 ans (2008, %)	26,7
Part des 15 - 64 ans (2008, %)	66,3
Part des 65 et plus (2008, %)	7,0
Densité de population (hab/km)	13,4
Part de la population urbaine, recensement 2004 (%)	63,4
Taux annuel moyen de variation de la population 2000-2009 (%)	1,8
Taux de natalité - 2008 (‰)	16,2
Taux de mortalité - 2008 (‰)	4,7
Taux de mortalité infantile - 2007 (‰)	6,1
Nombre d'enfants par femme - 2007	2,2
Espérance de vie à la naissance H/F (année) - 2007	71,8/80,3

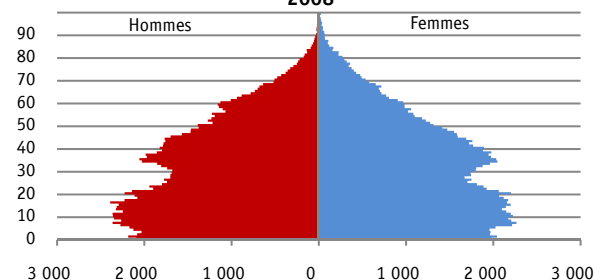
(1) Correspond à la population du Grand Nouméa
Source : ISEE

Évolution de la population depuis 1950 et projection 2030



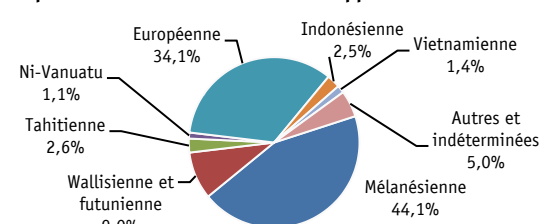
Source : ISEE

Pyramide de la population estimée au 1^{er} janvier 2008



Sources : État civil - ISEE

Population selon la communauté d'appartenance en 1996



Source : Recensement de la population de 1996

PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

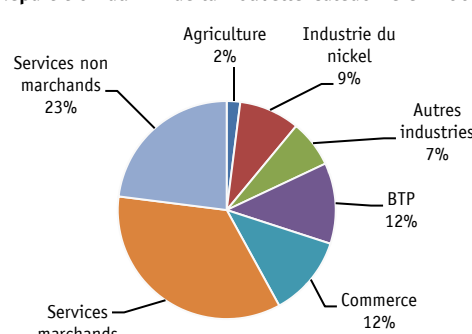
Données générales

Principaux indicateurs économiques

PIB (en milliards de F CFP courants, 2008) ^P	749
Taux de croissance du PIB 2008 (au prix de l'année précédente, %) ^P	0,6
PIB / habitant (en millions de F CFP courants) ^P	3,0
Taux d'épargne des ménages ¹ (% , 2008)	15
Taux d'inflation (au 31 décembre 2009 en glissement annuel, %)	0,2
Total des importations de biens (en milliards de F CFP courants)	220
Total des exportations de biens (en milliards de F CFP courants)	81
Solde commercial (en milliards de F CFP courants)	-139
Taux de couverture sur les biens (%)	37
Solde des transactions courantes courant (en milliards de F CFP, 2008)	-106
Investissements directs étrangers nets reçus (en milliards de F CFP, 2008)	127
Taux de dépendance aux importations sur les biens ³ (2007, %)	54
Dépenses de l'État (en milliards de F CFP courants, 2009)	137
Part du secteur public dans le PIB (en %, 2006)	21
Dettes des collectivités de la Nouvelle-Calédonie (2008, en % du PIB)	5

(p) Provisoire, (1) Calcul ISEE enquête BCM, (2) exportations/importations
(3) (imports + impôts sur imports)/(Production + imports + impôts sur imports - exports - variations de stocks)
Sources : ISEE, CEROM, Douanes, IEOM, Trésorerie Générale de Nouvelle-Calédonie

Répartition du PIB de la Nouvelle-Calédonie en 2008



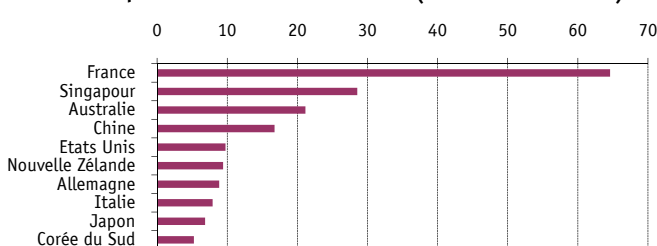
Source : ISEE

Sur les dix dernières années, la croissance de l'économie calédonienne a été particulièrement soutenue. Cette croissance, beaucoup plus régulière que par le passé a, de plus, été non inflationniste. Elle s'est accompagnée d'une diminution du poids relatif du secteur public. En dix ans, l'investissement est passé de 81 milliards de F CFP à 297 milliards de F CFP soit 39 % du PIB. La croissance des dernières années a été principalement tirée par l'investissement privé. Le poids du secteur du nickel, fortement dépendant des cours internationaux, a varié, sur l'ensemble de la période, de 3 % à 20 % du PIB avec une valeur moyenne légèrement en dessous des 10 %. Au final, la croissance a permis à la Nouvelle-Calédonie de combler une partie de la différence avec la Métropole en termes de niveau de vie (exprimé en PIB/habitant), l'écart n'étant plus que de 19 % alors qu'il était de 50 % en 1960. En 2009, l'activité a marqué le pas. Le dynamisme des moteurs traditionnels de la croissance (emploi, investissement, consommation) s'est amoindri mais les fondamentaux restent bons à moyen terme.

Commerce extérieur : Un déficit structurel compensé par le nickel

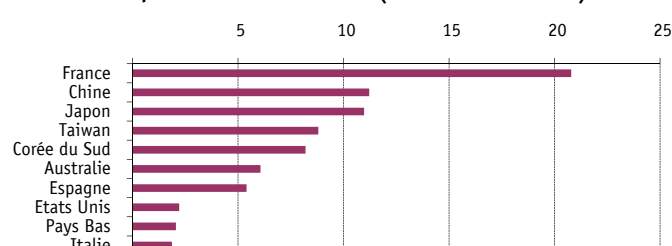
Avec un déficit commercial s'élevant à 140 milliards de F CFP, la Nouvelle-Calédonie demeure structurellement dépendante de l'extérieur. Néanmoins, son taux de couverture est l'un des plus élevés de l'Outre-mer français.

Les dix premiers fournisseurs en 2009 (en milliards de F CFP)



Source : ISEE, Douanes, DIMENC

Les dix premiers clients en 2009 (en milliards de F CFP)



Source : ISEE, Douanes, DIMENC

Les principaux produits importés en 2009 (en millions de F CFP)

Hydrocarbures	30 010
Véhicules de tourisme	15 019
Véhicules utilitaires	9 012
Produits pharmaceutiques	8 504
Ensembles industriels	4 384
Bateaux	3 950
Total import	220 223
Part dans le total	32,2%

Source : ISEE, Douanes, DIMENC

Les principaux produits exportés en 2009 (en millions de F CFP)

Ferronickel	44 127
Mattes de nickel	16 411
Minerais de nickel et leurs concentrés	13 011
Crevettes	1 317
Thons	424
Holothuries (bêches de mer)	253
Total export	81 170
Part dans le total	93,1%

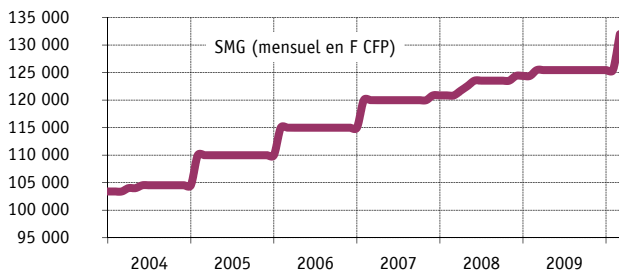
Emploi-Chômage : un marché du travail dynamique

Emploi salarié(*)	2008	2009	Part en 2009	Variation 09/08
Agriculture	2 198	2 198	3%	0,0%
Mines et métallurgie	4 356	4 355	5%	0,0%
Autres Industries	5 038	5 356	7%	6,3%
Énergie	812	842	1%	3,7%
Construction	7 873	8 137	10%	3,4%
Commerce	9 333	9 346	11%	0,1%
Services	50 615	51 996	63%	2,7%
Total	80 225	82 230	100%	2,5%

* Hors militaires, stagiaires et régimes d'aide à l'emploi

Sources : RIDET, CAFAT

Taux de chômage au sens du recensement en 2004 : 16,3 %

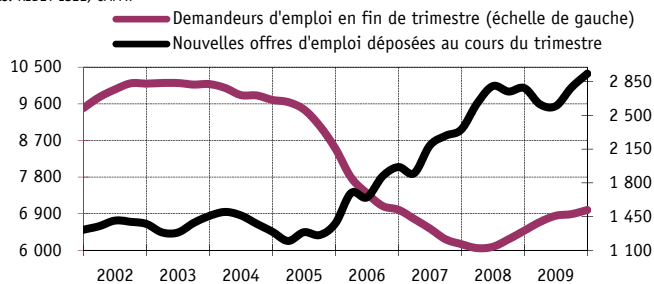


Source : Direction du Travail

Les 10 premiers employeurs du secteur marchand

Rang	Entreprise	Activité
1	STE LE NICKEL - SLN SA	Métallurgie du nickel
2	OFFICE DES POSTES ET TELECOMM.	Télécommunications
3	VALE INCO NOUVELLE-CALEDONIE	Métallurgie du nickel
4	MANPOWER NOUVELLE-CALEDONIE	Travail temporaire
5	AIR CALEDONIE INTERNATIONAL	Transports aériens réguliers
6	NICKEL MINING COMPANY	Extraction de minerais de nickel
7	SODEXO NOUVELLE CALEDONIE	Hôtels touristiques avec restaurants
8	SOCIETE DES HOTELS DE NOUMEA	Hôtels touristiques avec restaurants
9	SOCIETE NEO-CALEDONNIENNE D'ENERGIE	Prod. et dist. d'électricité de gaz et de chaleur
10	BANQUE CALEDONIENNE D'INVESTISSEMENT	Intermédiation financière

Sources : RIDET-ISEE, CAFAT

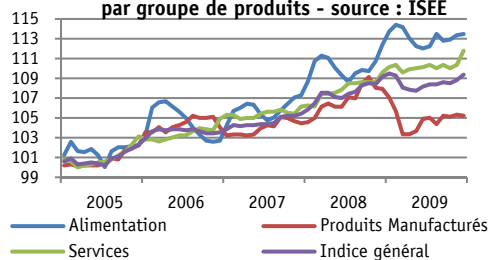


Source : Institut pour le Développement des Compétences en Nouvelle-Calédonie

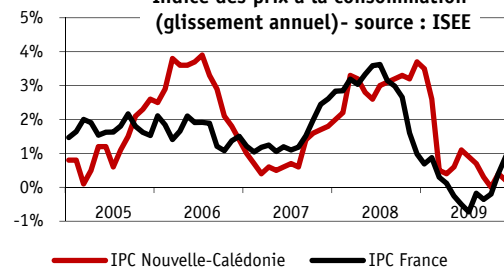
Indice des prix : une inflation contenue

Après un taux d'inflation à 3,7 % en 2008, l'inflation a nettement ralenti au cours de l'année 2009, atteignant 0,2 % sur un an en décembre. Les produits manufacturés ont contribué au ralentissement de l'inflation et notamment la forte baisse des prix mondiaux des carburants.

Évolution des indices des prix par groupe de produits - source : ISEE



Indice des prix à la consommation (glissement annuel) - source : ISEE



INDICATEURS SECTORIELS

Données générales

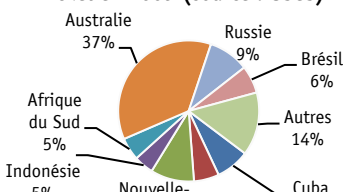
	2008	2009		2008	2009
Taux de création d'entreprise (champ ICS, %)**	19,5	20,1	Production de viande bovine (tonnes)	3 103	3 174
dont Industries agricoles et alimentaires (IAA)	11,0	16,6	Production de viande porcine (tonnes)	2 373	2 251
dont Industries hors IAA	16,6	17,6	Production des fermes aquacoles (tonnes)*	2 047	1 830
dont Construction	20,3	20,4	Arrivées de visiteurs (touristes + croisiéristes)	255 922	230 610
dont Commerce et réparation	13,7	16,5	Immatriculations des véhicules à quatre roues neufs (nombre)	12 684	12 215
dont Services aux entreprises	25,7	26,7	Logements autorisés (nbre)	2 159	2 274
dont Services aux ménages	19,4	20,5	Consommation de ciment (tonnes)	139 498	139 858
Production d'électricité (Gwh)	1 872	1 944	Évolution de l'indice BT21 (au 31 décembre en glissement, %)	9,7	-4,7

* Il s'agit des résultats des campagnes 2006-2007 et 2007-2008, ** taux de création : Rapport du nombre des créations d'entreprises d'une année au stock d'entreprises au 1^{er} janvier de cette même année. Sources : ISEE, ERPA, Holcim, EEC, ENERCAL, Cellule économique du BTP

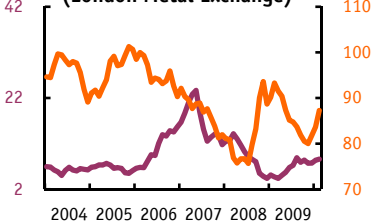
Le nickel : le début d'une nouvelle ère

Avec 52 132 tonnes de métal produites par la SLN en 2009, la Nouvelle-Calédonie représente 4,1 % de la production mondiale de nickel et occupe le 5ème rang mondial des producteurs de minerai de nickel en 2009. Ces dernières années, l'impact du secteur du nickel en termes d'emplois et de richesses créés a été considérable du fait de l'ampleur des projets de création d'usines métallurgiques. En 2008, la SMSP avec POSCO en Corée du Sud a commencé à produire du métal, l'usine du Sud du Brésilien Vale est entrée en phase de test, et l'usine du Nord (partenariat SMSP - Xtrata) est en cours de construction.

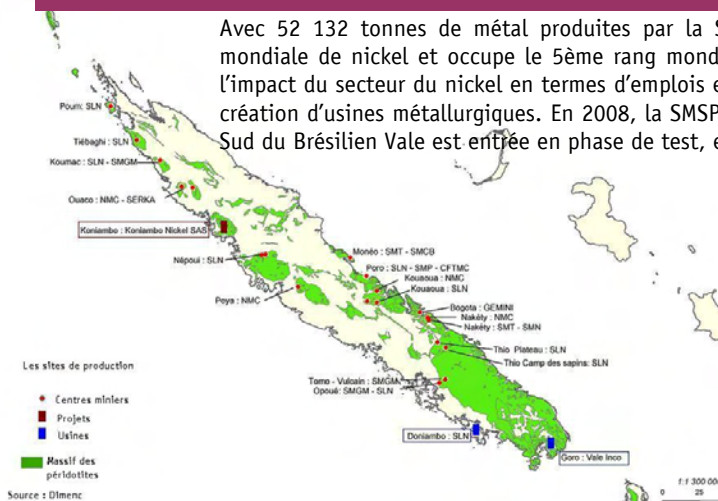
Estimation des réserves mondiales de nickel en 2009 (source : USGS)



Évolution du cours du nickel (London Metal Exchange)



— LME (USD la livre) - échelle de gauche
— Cours du dollar US contre F CFP



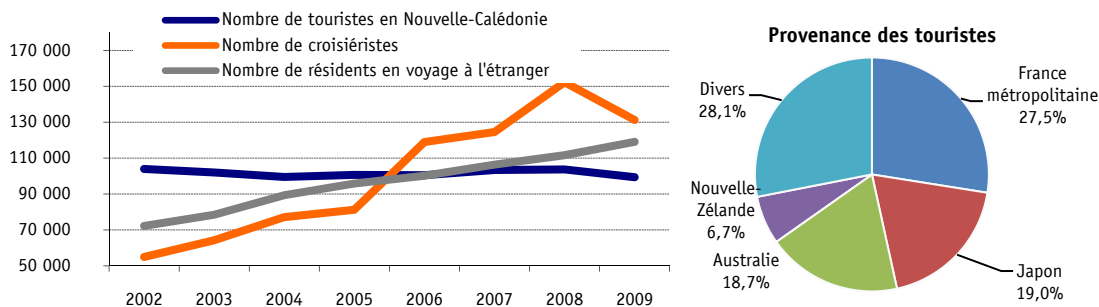
Source : Dimenc

Le BTP : de grands projets qui soutiennent l'activité

La valeur dégagée par le secteur du bâtiment et des travaux publics représentait, selon l'ISEE, plus de 62 milliards de F CFP en 2006, soit le quatrième contributeur de richesse du territoire. Les ventes de ciment, indicateur significatif du secteur, sont en progression sur les trois dernières années, portées par les grands chantiers en cours : extension de l'aéroport de la Tontouta, construction de nouveaux logements sociaux, montée en puissance de la construction de l'usine du Nord, développement de la zone VKP... Le BTP constitue une activité très utilisatrice de main d'œuvre, représentant près de 10 % de la population salariée en Nouvelle-Calédonie. Le secteur se positionne à la troisième place des employeurs privés.

Aquaculture de crevettes et tourisme : des potentiels qui restent à valoriser

Le secteur de l'aquaculture, qui repose principalement sur la filière crevettes, constitue depuis 1995 la seconde activité exportatrice de Nouvelle-Calédonie (1,3 milliard de F CFP à l'export en 2009). Si la part de la Nouvelle-Calédonie dans les exportations mondiales de crevettes reste marginale (moins de 0,1 %), l'élevage de la crevette joue un rôle important dans le « rééquilibrage » du territoire puisque l'essentiel des potentialités de développement de la production aquacole se situe en Province Nord. Étant donné l'impact majeur de la filière pour l'emploi des populations rurales, le secteur continue d'être fortement soutenu par les pouvoirs publics alors que la filière est en difficulté depuis 2006. La Nouvelle-Calédonie, avec 99 379 touristes en 2009, représente 0,01 % du tourisme mondial, 0,06 % du tourisme de la zone Asie Pacifique et 1,0 % du tourisme en Océanie. Si l'affluence des touristes connaît une relative stagnation sur les 5 dernières années, le secteur emploie directement ou indirectement plus de 5 000 salariés en 2009. Les dépenses des touristes non résidents (hors transport international) sont évaluées à 12,1 milliards de F CFP.



Source : ISEE, Direction de la Police Aux Frontières en Nouvelle-Calédonie

Source : ISEE

Note expresse

LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Données générales

En 2009, la Nouvelle-Calédonie compte 10 établissements de crédit locaux : 5 banques (Banque calédonienne d'investissement, Banque de Nouvelle-Calédonie, BNP Paribas-Nouvelle Calédonie, Société générale calédonienne de banque, Caisse d'épargne et de prévoyance Nouvelle-Calédonie) et 5 sociétés financières (Crédit calédonien et tahitien, Oceor Lease Nouméa, Crédit agricole mutuel, Nouméa crédit et GE Money). 7 établissements de crédit situés hors zone interviennent régulièrement en Nouvelle-Calédonie, dont l'AFD et la CDC.

Sur les cinq dernières années, le très fort développement de l'activité bancaire et financière, perceptible notamment au travers de la progression de la masse monétaire M3 ou des encours de crédits immobiliers et entreprises, a permis à la Nouvelle-Calédonie de rattraper puis dépasser la Polynésie française (M3, total des bilans des établissements de crédit). Les banques de la place ont pleinement joué leur rôle dans le financement de l'économie calédonienne (croissance des encours de crédit de 5,9 % en 2009, dont +5,8 % pour les entreprises et +7 % pour les ménages) et restent saines comme en témoigne le taux extrêmement faible de créances douteuses (2,6 %), historiquement bas depuis trois ans.

Principaux indicateurs financiers

2009

Taux de réescompte des crédits aux entreprises au 19/05/2009	1,25
Masse monétaire M3 (milliards de F CFP) - à fin décembre	463
Position extérieure nette bancaire (milliards de F CFP) - à fin décembre	-72
Nombre d'habitants par guichet bancaire	2456
Nombre d'habitants par guichet automatique	1259
Nombre de comptes bancaires par habitant	1,73
Nombre de cartes bancaires par habitant	0,73

Indicateurs entreprises

2009 Indicateurs ménages

2009

Coût du crédit aux entreprises (%) janvier/février 2010 Découvert	4,05	Coût du crédit immobilier aux ménages (%) janv./fév.2010	4,86
Moyen et LT	4,41	Nombre de dossiers de surendettement	66
Taux de créances douteuses - ensemble des concours (%)	2,0	Actifs financiers (milliards de F CFP) - à fin décembre	306
Actifs financiers (en milliards de F CFP) - à fin décembre	187	Concours bancaires (milliards de F CFP) - à fin décembre	328
Concours bancaires (en milliards de F CFP) - à fin décembre	382	Part des crédits consommation (en %)	20
Part des crédits d'exploitation (%)	20	Part des crédits habitat (en %)	79
Part des crédits d'investissement (%)	54	Endettement par ménage (millions de F CFP) - à fin décembre	4,3
Part des crédits à la construction (%)	24	Ratio de dette brute des ménages (à fin déc. 2008, % du PIB)	41
Taux de survie à 5 ans des entreprises créées en 2003 (%)	65	Taux de pression fiscale (% du PIB, 2006)	17
Taux de prélèvements obligatoires (% du PIB, 2006)	29	Inv. de portefeuille, achats bruts de titres de non résidents	104
Investissements directs étrangers (milliards de F CFP, 2008)	226	(milliards de F CFP, 2008)	

Source : IEOM

Surendettement : Trois ans d'existence du dispositif

Le 1^{er} avril 2007, le dispositif de traitement du surendettement des particuliers a été étendu à la Nouvelle-Calédonie, le secrétariat de la Commission étant assuré par l'agence de Nouméa de l'Institut d'Emission d'Outre-Mer. Entre avril 2007 et mai 2010, 205 dossiers ont été déposés auprès de l'IEOM, soit une moyenne de 6 dossiers par mois. 185 dossiers ont été déclarés éligibles au dispositif (dont 64 sur l'année 2009).

Les résultats de la Commission s'avèrent encourageants en phase amiable, les créanciers prenant dorénavant mieux en considération l'intérêt des parties, mais également grâce au traitement pérenne des situations (à travers la procédure de rétablissement personnel).

En parallèle, l'inscription au FICP (Fichier des Incidents de Remboursement des Crédits aux Particuliers) a été instaurée depuis 2007.